

# Le mini-sommet n'a pas été inutile

Union européenne La réunion à Seize a permis des échanges francs.

Le format de la réunion était pourtant pour le moins étrange : un mini-sommet "informel" organisé par le président de la Commission, Jean-Claude Juncker, pas par le président du Conseil européen Donald Tusk, et dont la liste des pays est longtemps restée incertaine. Aux huit pays conviés au départ – l'Allemagne, la France, l'Italie, l'Espagne, la Grèce, Malte, la Bulgarie et l'Autriche – se sont ajoutés huit autres, dont la Belgique, mais pas les pays du groupe Visegrad (Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovaquie) qui ont ostensiblement boudé la réunion. A en croire les seize chefs d'Etat et de gouvernement qui y ont participé, ce mini-sommet informel n'a cependant pas été inutile. La réunion de dimanche n'a donné lieu à aucune conclusion, mais a permis d'identifier "des pistes d'atterrissage possibles" lors du sommet européen des 28 et 29 juin prochains, où la question migratoire fera l'objet de discussions à Vingt-huit, a commenté une source proche des discussions.

De l'avis des participants, celles-ci ont été le théâtre "d'échanges francs", mais pas d'éclats de voix. "Il y avait beaucoup de bonne vo-

lonté aujourd'hui et mis à part certaines différences, il y avait une belle unité", a commenté la chancelière allemande Angela Merkel qui doit donner des gages que les choses progressent au niveau européen à son turbulent partenaire de coalition la CSU bavaroise, qui menace de faire sauter le gouvernement sur la question migratoire. Le Premier ministre Charles Michel a dit sa conviction que "des progrès sont possibles" lors du sommet de jeudi et vendredi.

## Une crise politique

La situation migratoire de 2018 est différente de celle de 2015. A l'époque, l'Union avait été confrontée à une crise de l'asile, en raison des divergences, et du manque de volonté de coopérer des Etats membres pour accueillir les centaines de milliers de personnes

qui fuyaient les guerres au Proche-Orient. "On est passé d'une crise de management à une crise systémique", a commenté une source proche des discussions. Aujourd'hui, ce sont essentiellement des migrants économiques qui tentent de rejoindre l'Europe par le Sud. Et ce flux-là n'est pas prêt de se tarir.

Aussi les Européens doivent-ils travailler sur trois volets : la protection des frontières, la dimension externe de la migration, et la dimension interne – la "migration secondaire" de ceux qui sont arrivés en Europe – qui crée de vives tensions politiques entre Etats membres et à l'intérieur des Etats membres.

Les participants à la réunion sont d'accord sur le fait que les frontières externes de l'Union doivent être considérées comme "des fron-

tières de l'Union", explique la même source. C'est-à-dire qu'elles doivent être surveillées par l'Union. Une des idées qui circule serait de faire de Frontex la police des frontières européennes, ainsi que l'agence de traitement des demandes d'asile.

Une autre idée fait consensus : celle de créer des plateformes de traitement des demandes d'asile. Les uns sont favorables à ce que ces

plateformes soient installées hors de l'Union, dans les pays africains ou en Turquie, et gérées en collaboration avec la Haut-commissariat de l'Onu aux réfugiés et l'Office international des migrations. D'autres, comme la France et l'Espagne plaident à ce qu'elles soient installées dans l'Union – l'Italie ne voit pas ça d'un très bon œil. D'autres encore envisagent une combinaison des deux formules. Ces solutions, insiste le président français Macron, sont conformes aux valeurs européennes, contrairement à d'autres pratiques comme le refoulement, pratiqué par le nouveau gouvernement italien qui refuse l'accès de ses ports aux bateaux d'ONG qui ont récupéré des migrants en Méditerranée.

Reste que le plus compliqué reste à venir, pour les Européens. Il s'agit de transformer les idées qui sont sur la table en propositions opérationnelles. Le sommet de jeudi et vendredi prochain dira s'ils sont en mesure d'y parvenir.

Olivier le Bussy